

OTC

1- Les Nouvelles d'Arménie

27/03/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=77520

Abandon des poursuites contre l'ex-président

Erevan, 26 mars 2021 (AFP) - La Cour constitutionnelle arménienne a ordonné vendredi d'abandonner les poursuites contre l'ex-président Robert Kotcharian, une voix critique qui a notamment dénoncé la gestion par le gouvernement arménien du conflit avec l'Azerbaïdjan l'année dernière.

M. Kotcharian, 66 ans, a été arrêté en 2018 et accusé de coup d'Etat. Il lui a en particulier été reproché d'avoir truqué la présidentielle en 2008 en faveur de son allié et successeur désigné, Serge Sarkissian, ce qui a provoqué de sanglantes manifestations à l'issue du scrutin.

La Cour constitutionnelle a cependant statué vendredi que ces poursuites « contredisaient la Constitution du pays », a annoncé son président Arman Dilanian. « La décision est définitive et ne peut pas faire l'objet d'appel », a-t-il ajouté.

Pour sa part, l'avocat de M. Kotcharian, Aram Vardevanian, a expliqué aux journalistes que le verdict reposait sur une norme constitutionnelle en vertu de laquelle « il est interdit de poursuivre un chef d'Etat pour des actes commis lorsqu'il était en poste ».

Robert Kotcharian figure parmi les critiques les plus féroces de l'actuel Premier ministre Nikol Pachinian, dont la démission est réclamée par l'opposition depuis qu'il a accepté un accord du cessez-le-feu humiliant avec l'Azerbaïdjan, négocié par Moscou en novembre pour mettre fin aux six semaines de combat dans la région séparatiste du Nagorny Karabakh ayant fait quelque 6.000 morts.

La semaine dernière, M. Kotcharian, qui a toujours jugé politiques les accusations le visant, a annoncé son intention de participer aux élections législatives

anticipées en juin, convoquées pour tenter de mettre fin à la crise politique secouant l'Arménie depuis le cessez-le-feu de novembre.

M. Kotcharian, qui a dirigé cette ex-république soviétique du Caucase de 1998 à 2008, a été arrêté en juillet 2018 et placé en détention provisoire. Il a depuis été libéré et à nouveau arrêté à plusieurs reprises.

En juin dernier, il a été libéré contre une caution de 4,15 million de dollars.

Après l'élection de 2008, remportée par Serge Sarkissian, de violents affrontements avaient éclaté entre la police antiémeutes et les partisans de l'opposition vaincue, qui dénonçait un vote frauduleux. Huit manifestants et deux membres des forces de l'ordre avaient été tués.

Malgré ces violences, Serge Sarkissian est resté à la tête de l'Arménie jusqu'en avril 2018, quand il a été forcé à démissionner après plusieurs semaines de manifestations orchestrées par Nikol Pachinian.

par Ara Toranian

2- Les Nouvelles d'Arménie

27/03/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=77526

Le déblocage du chemin de fer en Arménie coûtera environ 210 millions de dollars

La rénovation réseau ferroviaire d'Arménie quelque peu délaissé depuis la fin de l'Union soviétique, coûtera environ 210 millions de dollars à l'Arménie . Ces premiers calculs furent effectués par la Compagnie des chemins de fer du Caucase du Sud qui gère le réseau ferroviaire arménien. Cet investissement sera nécessaire d'après la compagnie russe si l'Arménie et l'Azerbaïdjan devaient raccorder leur réseau de chemin de fer.

Il y a quelques semaines, le vice-Premier ministre arménien Mher Grigoryan a évoqué le déblocage des voies de transport dans la région, notant que la base des discussions est la carte ferroviaire des années soviétiques.

Des progrès sur ce déblocages des voies de transport après les accords entre l'Arménie, la Russie et l'Azerbaïdjan seraient réalisés. Mher Grigoryan a précisé que la restauration des infrastructures utilisées pendant la période soviétique dans toutes les directions pourraient fonctionner de nouveau dans un proche

avenir, suite aux négociations.

A l'époque soviétique, l'Arménie était reliée à l'Azerbaïdjan dans plusieurs directions. « Nous avons plusieurs voies ferroviaires vers l'Azerbaïdjan avec la ligne : Erevan-Yeraskh-Nakhichejan-Meghri-Horadiz » a indiqué Chahen Chahinyan, un cartographe Arménien.

Afin d'exploiter la voie ferrée reliant Erevan à Bakou via Meghri, il est nécessaire de restaurer environ 1 km de voie ferrée dans le tronçon Yeraskh-Nakhitchévan, et environ 38 km sur le tronçon de Meghri avec ses ouvrages d'art indique un spécialiste du « South Caucasus Railway ». Par ailleurs 110 km supplémentaires de voie ferrée devront être restaurés en Azerbaïdjan . Selon les estimations préliminaires, cela coûtera 400 à 450 millions de dollars, a déclaré la société.

Selon la Compagnie des chemins de fer du Caucase du Sud, des travaux à grande échelle sont nécessaires pour redémarrer le chemin de fer traversant la région de Tavoush au nord-est de l'Arménie. Les tunnels menant de Meghradzor à Dilijan et les ouvrages d'art adjacents doivent être réparés, ainsi que la section de plusieurs kilomètres du tronçon Dilijan-Idjevan de la voie ferrée détruite par un glissement de terrain dans les années 1990.

Selon le cartographe Chahen Chahinyan, l'exploitation du tronçon passant par Meghri seul ne sera pas particulièrement bénéfique pour la partie arménienne.

Krikor Amirzayan

3- Les Nouvelles d'Arménie

26/03/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=77481

Le Parlement arménien vote la levée de la loi martiale

Le Parlement arménien a voté à la quasi unanimité de ses 120 membres le 24 mars un texte présenté par l'opposition relatif à la levée de la loi martiale en vigueur depuis le 27 septembre 2020, jour de l'offensive de l'Azerbaïdjan contre l'Artsakh. Depuis la cessation des hostilités, intervenue le 9 novembre 2020 à la faveur de l'accord de cessez-le-feu signé par le premier ministre arménien Nikol Pachinian avec le président azéri Ilham Aliev sous l'égide du président russe Vladimir Poutine, l'opposition parlementaire et extra-parlementaire, avait à plusieurs reprises exigé la levée de la loi martiale, accusant le gouvernement de

la maintenir à seule fin d'endiguer le puissant vent de fronde provoqué par une défaite militaire dont l'opposition fait porter l'entière responsabilité sur l'actuel premier ministre arménien. Le texte approuvé par 118 députés avait été présenté par les deux formations de l'opposition, Arménie prospère (BHK) et Arménie lumineuse (LHK), pourtant très minoritaires dans un Parlement dominé par l'alliance Im Kayl (Mon pas) de N.Pachinian. Il doit prendre effet dès que le président du Parlement l'aura publié de manière officielle. La levée de la loi martiale s'imposait alors que le gouvernement de Pachinian, après concertation avec les leaders des deux partis d'opposition parlementaire, s'était engagé sur la voie d'élections législatives anticipées, dont la date a été fixée au 20 juin prochain. Le régime de la loi martiale était incompatible avec l'organisation d'élections.

par Garo Ulubeyan

4- France 24

26/03/2021

<https://www.france24.com/fr/vid%C3%A9o/20210326-turquie-verdict-au-proc%C3%A8s-de-l-assassinat-de-hrant-dink>

Turquie : verdict au procès de l'assassinat de Hrant Dink

Un tribunal d'Istanbul a condamné vendredi quatre personnes, dont deux anciens chefs de la police, à la prison à vie à l'issue d'un procès lié à l'assassinat du journaliste turc d'origine arménienne Hrant Dink, un verdict qui n'a pas satisfait les proches de la victime.

(Voir la vidéo en ligne)

5- The Armenian Weekly

26/03/2021

[*Dink family: court's verdict in 2007 assassination is "long way from the truth"*](#)

Dink family: court's verdict in 2007 assassination is "long way from the truth"
ISTANBUL, Turkey—The family of slain journalist Hrant Dink is unsatisfied with a Turkish court's decision to sentence four former public officials to life in prison for their role in the 2007 assassination.

"The operation did not end with the murder," read a statement. "It continued with negligence, cover-ups, the destruction of evidence and misleading information."

Dink, the famed editor of the bilingual Turkish-Armenian newspaper Agos, was gunned down by a teenager in broad daylight on January 19, 2007. The shooter was sentenced to 23 years in prison.

A court in Istanbul on Friday convicted two former police chiefs of premeditated murder. Life sentences were also handed down to two former senior intelligence officers. Twenty-four other public officials were sentenced to prison for charges related to negligence, accessory to murder and membership in an illegal organization allegedly led by US-based cleric Fethullah Gulen. Charges were dropped for 37 other accused officials.

Dink's family plans to appeal Friday's rulings. They issued the following statement after the verdicts.

On 19 January 2007, Hrant Dink was heinously murdered, shot from behind with two bullets, just in front of the offices of his newspaper Agos in the heart of Istanbul.

The murder occurred at the end of a three-year period of threats and targeting by the General Command of the Armed Forces, politicians, the judiciary, the media and some so-called non-governmental organizations controlled by the state.

One week before he was killed, he left a message for all of us in his article "Why was I targeted?" and in the last speeches he gave, he explained that "This is an operation by the deepest elements of the state designed to put me in my place." In the past 14 years, none of the events, people or relationships mentioned by Hrant Dink in his last article have been included in the investigation. And this when many of the things he witnessed or suspected were later proven with documentary evidence...

The operation did not end with the murder; it continued with negligence, cover-ups, the destruction of evidence and misleading information.

We will never be convinced by a judicial process that does not take into account this entire mechanism.

The judgement made today is a long way from the truth. It is very difficult to

understand the acquittals and sentencing that are even inconsistent within the decision itself. Indeed, some decisions leave the impression that what is being punished is not evil itself, but the fact that this evil was leaked.

At this point in the judicial process, it is said that the group known as FETÖ [Fethullahist Terrorist Organization], claimed to be responsible for the deaths of hundreds of our citizens and the wounding of thousands more in a shameful operation carried out on 15 July 2016, also killed Hrant in 2007. If this is true, had an effective investigation been carried out from the very beginning—an investigation that we demanded and strived to make happen—so many of our citizens' lives would not have been lost almost 10 years later. Therefore, do the families of these hundreds of people not deserve an explanation of why the Hrant Dink murder was not investigated in a timely fashion?

At a time when the standing of the judiciary is at rock bottom, is it possible for any court to reach a fair judgement? Such an environment is of course very comforting for those responsible for such crimes... Unfortunately, we today see a similar climate and ideology to that which dominated during the years when Hrant Dink was targeted and when he was murdered. In such an atmosphere, how can we talk about truth and justice? Today, is it possible for anyone to stand up and honestly say that Hrant Dink's murder had nothing to do with the fact that he was Armenian? How can anyone deny the racism that has worked its way into the very veins of this mechanism?

If this trial is ended in this way, if the deep-state mechanism that has existed for years is simply brushed aside as being the work of FETÖ and no effective investigation is carried out, who will bear the responsibility for other lives that may be lost in the future? Just as the killer was a child, FETÖ and Ergenekon are also children. The mechanism itself, however, is much older. And we must not allow this mechanism to continue to take other lives.

We need an immediate call for transparency, democracy and rule of law as much as we need air, bread and water. What we hope for is a confrontation: For society to confront this crime, for perpetrators to confront their own crimes, and for institutions to learn the necessary lessons.

We, Hrant Dink's family, together with his friends and lawyers and with the strength of those who carried his coffin on their shoulders, will never give up our legal battle or our attempts to understand and explain. Not until the entire mechanism is exposed and taken out of operation.

6- Nor Haratch Hebdo

26/03/2021

QPC contre la loi sur le génocide arménien : le CCAF se félicite du verdict de la 17e chambre correctionnelle

Le CCAF se félicite du verdict de la 17e chambre correctionnelle qui a rejeté ce jour la demande de QPC déposée le 4 février par Maître Olivier Pardo contre la loi du 29 janvier 2001 reconnaissant le génocide arménien.

Il se réjouit également que le tribunal ait débouté dans ce même jugement M. Maxime Gauin, qui poursuivait Ara Toranian et Laurent Leylékian, au motif qu'ils avaient relayé un tweet d'un député suisse taxant le plaignant de support du pouvoir turc et de négationniste du génocide arménien.

Il s'agissait du dixième procès intenté par M. Gauin, salarié du think tank turc Avim, contre M. Toranian, coprésident du CCAF. Et c'est sa dixième défaite consécutive sur le même sujet et pour le même motif.

Ces plaintes répétées s'inscrivent dans une stratégie de harcèlement contre les Français d'origine arménienne qui fait écho à la montée de l'agressivité de l'ultranationalisme turc sur le territoire.

Cette situation résulte de l'absence d'une loi pénalisant le négationnisme du génocide arménien. Elle souligne la nécessité de légiférer sur le sujet, pour la défense de la mémoire outragée des victimes, mais également pour donner un coup d'arrêt au développement de la haine anti-arménienne dont ce négationnisme est l'expression.

Bureau national du CCAF

Paris, le 25 mars 2021

QPC : Question prioritaire de constitutionnalité.

7- Les Nouvelles d'Arménie

25/03/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=77466

QPC irrecevable ; Ara Toranian et Laurent Leylékian relaxés, les propos sur

Maxime Gauin étant jugés non diffamatoires. Il va faire appel

Les débats avaient été longs et après ce jeudi 4 février 2021 en la salle 201 du tribunal de grande instance de Paris. Au sein de la 17e chambre avaient été discutés le dépôt d'une QPC (question prioritaire de constitutionnalité) concernant la loi du 29 janvier 2001 ; puis la plainte en diffamation intentée par Maxime Gauin contre Laurent Leylekian et Ara Toranian. Ces derniers étaient poursuivis pour avoir respectivement publié et relayé un tweet du député socialiste suisse Carlo Sommaruga, qui avait qualifié Maxime Gauin de « négationniste du génocide arménien » et de « suppôt du pouvoir turc ».

Mise en délibérée au 25 mars, la décision a été rendue publique en ce début d'après-midi : la QPC a été jugée irrecevable, alors qu'Ara Toranian et Laurent Leylékian ont été relaxés, les propos étant jugés non-diffamatoires. « Sur le fond, le tribunal statuant publiquement renvoie Ara Toranian et Laurent Leylékian des fins de la poursuite. Il reçoit Maxime Gauin en sa constitution de partie civile, déboute Maxime Gauin de ses demandes, déboute Ara et Laurent de leur demande au titre de l'article 472 du Code de procédure pénale. La présente décision est assujettie à un droit fixe de procédure de 127 euros dont est redevable Maxime Gauin. » Ce dernier, qui était absent tout comme son avocat Maître Olivier Pardo lors de l'annonce du verdict, a désormais 10 jours pour faire appel. Il a annoncé en fin de tweeté en fin de journée : « Ma QPC n'a été rejetée qu'au nom d'une jurisprudence du Conseil constitutionnel qui n'existe plus depuis 2005 au moins. Nous ferons appel sur tout, demain. Le combat continue. »

Les réactions de maître Lucille Vidal et d'Ara Toranian suite à l'annonce de cette victoire : (Voir les vidéos en ligne)

Claire Barbuti

8- Les Nouvelles d'Arménie

26/03/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=77531

Le MAE arménien fustige les « explications » azerbaïdjanaises

Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu à Erevan vendredi la porte-parole du Ministère arménien des Affaires étrangères a dénoncé les justifications de

l'Azerbaïdjan concernant la destruction d'une église arménienne dans les territoires occupés par Bakou.

Question : L'administration présidentielle et le ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan ont publié des « justifications » concernant la destruction de l'église Zoravor Surb Astvatsatsin. Quel est votre commentaire à ce sujet ?

Réponse : La partie azerbaïdjanaise a confirmé la nature délibérée et planifiée de la destruction complète de l'église Zoravor Surb Astvatsatsin à Mekhakavan (Djebrail), qui a été effectuée sur décision des autorités azerbaïdjanaises.

Toutes les tentatives de la partie azerbaïdjanaise pour justifier la destruction barbare de ce lieu de culte sont inquiétantes et déplorables.

Il convient de noter que, dans le même temps, la partie azerbaïdjanaise garde un silence de mort sur les accusations et les faits concernant la destruction de l'église de St. Hovhannes Mkrtych (Kanach Zham), vieille de plus de 200 ans, à Shushi, en République d'Artsakh, probablement incapable de trouver une quelconque « justification » à cette barbarie, même imaginaire.

Une fois de plus, nous insistons sur le fait que la communauté internationale, et en premier lieu les coprésidents et pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, l'UNESCO doivent intervenir immédiatement pour préserver le patrimoine historico-culturel arménien.

9- Les Nouvelles d'Arménie

26/03/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=77490

Commentaire du MAE sur la destruction de l'église Zoravor Surb Astvatsatsin

Aujourd'hui, la BBC a publié une vidéo montrant la démolition de l'église Zoravor Surb Astvatsatsin près de la ville de Mekhakavan (Jebrail), qui a eu lieu après que la région soit tombée sous le contrôle de l'Azerbaïdjan. La même église avait déjà été profanée lors de la récente agression azerbaïdjanaise contre l'Artsakh.

Nous condamnons fermement ce nouveau cas de crime commis par l'Azerbaïdjan sur la base de la haine religieuse. En même temps, les tentatives des dirigeants azerbaïdjanais de justifier cette barbarie sont encore plus inquiétantes, car elles montrent que cette manifestation de vandalisme était intentionnelle par nature et rappelle la destruction systématique du patrimoine historique et culturel du

Nakhitchevan.

Ce cas de destruction d'un lieu de culte après la récente guerre n'est pas un épisode isolé. La destruction de l'église « Kanach Zham », vieille de plus de 200 ans, dans la ville de Shushi, en République d'Artsakh, prouve que le vandalisme culturel pratiqué par l'Azerbaïdjan ne repose que sur un seul critère : la haine envers le peuple arménien chrétien.

Malgré ses efforts pour se présenter au monde comme un « centre de tolérance et de multiculturalisme », l'Azerbaïdjan a jusqu'à présent consolidé sa position de pionnier dans la destruction du patrimoine chrétien.

La destruction du patrimoine historique, culturel et religieux arménien démontre une fois de plus que les assurances données par les autorités azerbaïdjanaises sur la préservation des valeurs culturelles chrétiennes sont fausses. La communauté internationale doit prendre des mesures pour arrêter et condamner les crimes, y compris le génocide culturel, commis par l'Azerbaïdjan depuis le 27 septembre de l'année dernière.

JPEG - 29.3 ko" height="291" shrinktofit="true" src="https://armenews.com/local/cache-vignettes/L670xH450/1047094-4c05e.jpg?1616743871" style="width: 433px; height: 291px; user-select: none;" unselectable="on" width="433" />

Avant

PNG - 380.6 ko" height="244" shrinktofit="true" src="https://armenews.com/local/cache-vignettes/L670xH378/164591697_288517209310836_1546697052181837906_n-265e8.png?1616743872" style="width: 431px; height: 244px; user-select: none;" unselectable="on" width="431" />

Après

10- BBC

25/03/2021

<https://www.bbc.com/news/av/world-europe-56517835>

Nagorno-Karabakh: The mystery of the missing church

BBC correspondent Jonah Fisher investigates the disappearance of an Armenian church that changed hands in the recent Nagorno-Karabakh war. An online video shows the church was intact when Azerbaijan took back the disputed territory.

Azerbaijan has said ethnic Armenians are welcome to stay in Nagorno-Karabakh but Armenia has accused it of damaging and destroying Armenian cultural heritage left behind in the region, including churches and monuments. Both sides accuse the other of war crimes.

Video journalist: Abdujalil Abdurasulov

(Voir la vidéo en ligne)

11- Les Nouvelles d'Arménie

26/03/2021

Le russe a reçu le statut de langue officielle en Artsakh derrière l'arménien qui est la première langue

L'Assemblée nationale de la République de l'Artsakh a adopté un projet de loi portant modification de la loi sur la langue. Selon cette loi, la langue russe vient d'obtenir le statut de langue officielle en Artsakh. Comme le rapporte artsakhpress.am, le projet de loi a reçu 27 « pour », 2 « abstentions » et 0 voix « contre » lors du vote à la séance de l'Assemblée nationale de l'Artsakh.

Le projet de loi déposé était à l'initiative des députés de l'Artsakh. L'arménien continuera d'être préservé comme la seule langue d'État de la République d'Artsakh, et le russe, parallèlement à l'arménien, bénéficiera du statut de langue officielle.

« Compte tenu de la mémoire historique des relations culturelles, militaires et économiques entre l'Artsakh et la Russie, du fait que le russe est la deuxième langue de communication de nombreux Arméniens de l'Artsakh, nous considérons qu'il est possible de revitaliser une nouvelle qualité de relations, de former un nouvel agenda.

Dans ce contexte, nous considérons l'augmentation du statut de la langue russe comme une priorité, qui créera les conditions nécessaires pour approfondir la coopération dans tous les domaines et, dans un avenir prévisible, contribuera au développement des relations dans le cadre juridique. Comprendre la nécessité d'une présence conjointe à long terme des soldats de la paix russes en Artsakh, la solution conjointe de nombreux problèmes sociaux et de communication, la coopération dans les domaines de la construction, de la santé, de l'éducation et des sciences nécessitent une réévaluation du rôle de la langue russe.

C'est pour ces raisons que la nécessité d'apporter un certain nombre de nouveaux amendements à la loi portant amendement à la loi sur la langue et à la loi sur la télévision et la radio est dictée » ont déclaré les auteurs du projet de loi. Signalons qu'à travers l'histoire, depuis la présence des Russes dans la région de l'Artsakh en 1828 -et le départ des Perses- la population arménienne de l'Artsakh a toujours été proche de la Russie à travers les deux siècles d'histoire commune arméno-russe.

Krikor Amirzayan

12- Nor Haratch Hebdo

26/03/2021

Le parti de Tsaroukian ne formera pas d'alliance avec d'autres forces politiques

DR

Le plus grand parti d'opposition parlementaire, le Parti « Arménie prospère », participera aux élections législatives anticipées sans former d'alliance avec d'autres partis ou groupes. La députée Naira Zohrabian a déclaré lors d'un point de presse vendredi que leur parti présenterait une liste distincte de candidats pour les élections prévues pour le 20 juin. Elle a déclaré que le chef du parti, Gagik Tsaroukian, serait tête de liste du parti.

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a annoncé des élections législatives anticipées en Arménie après des entretiens avec Tsaroukian le 18 mars. Selon les lois électorales en vigueur, les candidats sont élus au parlement à la fois sur des listes de partis et des listes individuelles. La majorité pro-Pachinian au parlement a proposé que le système mixte actuel soit remplacé par un scrutin entièrement proportionnel.

Zohrabian a déclaré aujourd'hui que son parti politique participerait aux élections selon le système électoral adopté par la majorité parlementaire. « En ce qui concerne le système électoral, c'est la majorité parlementaire qui détermine les règles du jeu ici... Pour nous, il est bien plus important d'avoir des élections libres et équitables dans lesquelles aucune ressource administrative ne sera utilisée », a déclaré Zohrabian. Auparavant, l'autre parti d'opposition parlementaire, le Parti « Arménie lumineuse », a également indiqué qu'elle participera dans tous les cas aux élections anticipées. Mais ses représentants ont appelé la majorité

parlementaire à ne pas modifier le Code électoral avant les élections, accordant de l'importance à un consensus politique en la matière.

13- Les Nouvelles d'Arménie

26/03/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=77498

Décès de Martin Pachayan, la Francophonie en deuil en Arménie

Jonathan Lacôte, ambassadeur de France en Arménie :

« Je partage ce soir ma grande tristesse à l'annonce de la mort de Martin Pashayan, Professeur de français, ancien directeur de l'École N.10 de Gumri.

Après avoir vu sa famille et les élèves de son École emportés par le séisme du 7 décembre 1988, Martin Pachayan avait démontré une force de caractère inouïe, en fondant une nouvelle famille et en faisant reconstruire l'établissement devenu un foyer d'enseignement du français à Gumri. Son histoire hors du commun est magnifiquement relatée dans le livre « Martin de Gumri » que lui a consacré Pascal Maguesyan.

Il a consacré sa vie à son pays, à sa ville, au français et aux échanges avec notre pays.

Le 15 mai 2020, j'avais eu l'honneur de lui remettre les insignes de Chevalier dans l'ordre des Palmes académiques.

Nous avions prévu de le revoir la semaine prochaine et de réunir autour de lui tous les acteurs de la Francophonie à Gumri.

J'adresse mes condoléances les plus sincères à son épouse, ses enfants, ses proches et à tous ses anciens élèves, qui avaient gardé de lui un souvenir affectueux ».

par Ara Toranian

14- Le Courrier d'Erevan

25/03/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/pashinyan-la-question-des-amendements-con>

stitutionnels-reste-lordre-du-jour-du

Pashinyan: la question des amendements constitutionnels reste à l'ordre du jour du gouvernement

Le Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan, a assuré que la question des amendements constitutionnels restait à l'ordre du jour du gouvernement, rapporte l'agence Armenpress.

Lors d'une session de questions-réponses devant le Parlement, hier, le chef du gouvernement arménien a déclaré que le principal changement devrait concerner le système de représentation selon lequel le prochain parlement sera élu.

"J'ai dit qu'en raison de l'analyse de la situation, en raison de circonstances bien connues, la question des amendements constitutionnels reste à notre ordre du jour, mais il est nécessaire de discuter de ses paramètres, de son contenu et d'essayer de parvenir à un accord", a déclaré le Premier ministre.

Selon les lois en vigueur, les candidats sont élus au parlement à la fois sur des listes de parti et dans des courses individuelles. La faction majoritaire pro-Pachinian au parlement, Mon pas, suggère que le système actuel soit remplacé par un scrutin entièrement proportionnel.

« Ainsi, les élections se dérouleront selon un système entièrement proportionnel, c'est-à-dire sans système de notation », a annoncé Pachinian.